



CTL du 26 Mai 2016 Déclaration liminaire

Monsieur Le président,

Vous le savez pour la CGT, ce CTL ne peut pas se tenir aujourd'hui.

Car ce jeudi est avant tout une journée de lutte de l'ensemble des salariés contre la loi Travail et que cette lutte concerne aussi pleinement les agents des finances publiques.

Sur le fond, c'est une régression sociale organisée par le gouvernement, alors même qu'en parallèle nos collègues subissent des régressions sur leurs règles de gestion, sur leurs conditions de vie au travail.

Nous n'irons pas plus loin sur le fond même si vous le savez il y aurait beaucoup à dire pour nous attacher à la forme.

Nous sommes face à un gouvernement qui refuse d'écouter les salariés et pire choisit de passer en force, ne tenant pas compte des conséquences d'un tel projet.

Cette situation nous rappelle étrangement ce que l'on vit à la DGFIP et à la DDFIP du Pas-de-Calais, puisqu'on y écoute pas les agents, on leur impose des suppressions d'emplois, des restructurations, des réformes tout azimut et autres expérimentations... peu importe les conséquences pour le service public, les usagers, nos missions et nos collègues.

**Et nos collègues ont un message simple à vous faire passer : ils en ont ras-le-bol !
Ils en ont marre de travailler dans des conditions dégradées.**

Nous avons donc une demande simple : « que la direction réponde à leurs attentes, à leurs demandes légitimes ».

Et au cœur de ces demandes, ne nous y trompons pas .. c'est bien celle des moyens que l'on donne à la DGFIP à la DDFIP du Pas-de-Calais qui est primordiale !

Il est désormais primordial de nous entendre et de décider de l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des restructurations et de prendre des mesures sur la reconnaissance de nos collègues.

Les signaux inquiétants transmis par les résultats de l'enquête servant de base à l'élaboration du baromètre social, les signaux inquiétants transmis par le DUERP et le Tableau de bord de veille social vous tiennent désormais responsable des conséquences qui pourraient s'avérer désastreuses, voir dangereuses pour la vie de nos collègues.

Monsieur le Président, la CGT FIP 62 va poursuivre le combat qu'elle a entamé, elle travaillera à la mobilisation dans le plus grand cadre unitaire et appelle les agents du département à se rassembler en Assemblée Générale, à construire ensemble les revendications et décider ensemble des moyens d'actions à engager.

Les élus CGT Finances Publiques

René QUIDE

Patrice STAWSKI